

2. Le fonctionnement de l'Europe : gérer l'unité dans la diversité.

2.1 De la fondation à l'élargissement

2.1.1 Georges Berthoin : Interview par Pierre Calame

Pierre Calame (Pic) :

Georges Berthoin, vous qui avez fait partie du petit noyau fondateur de ceux qui allaient fabriquer l'Europe, essayez de raconter comment cela s'est passé au début.

Georges Berthoin (GB)

Je voudrais d'abord m'excuser de ne pas être présent en chair et en os mais de me féliciter d'être dans ce duplex présent parmi vous.

Comment les choses ont commencé ? ... Nous avons voulu réagir à l'absurdité de la guerre et nous nous sommes méfiés de la rhétorique. Nous avons cherché d'agir de façon concrète pour transformer les relations entre pays qui avaient été ennemis à travers les siècles. On a fait ce qu'on pourrait appeler de l'acupuncture politique. C'est-à-dire que nous avons cherché quel était le domaine qui, s'il était traité, déclencherait toutes une série de réactions qui amèneraient, petit à petit, des pays qui étaient traditionnellement ennemis à devenir des pays capables de travailler ensemble. Mais je crois que le mot fort c'est de l'acupuncture politique et nous avons choisi le domaine du charbon et de l'acier.

2 Pic : Comment au contraire de la fin de la Première Guerre Mondiale, ces hommes et ces femmes ont réussi à surmonter le nationalisme, la reconstitution des Etats et donc le risque de reproduire la même histoire ?

GB : Cela a été un sursaut politique, un sursaut psychologique, mais parce qu'il y a eu sursaut et parce que la chose était tellement étrange, qu'elle a créé dans l'opinion publique un choc, et qui a fait que nous avons eu très rapidement un soutien populaire très profond.

3 Pic : Qu'est-ce que cela voulait dire que des Allemands, des Français, des Hollandais, des Italiens se mettent autour d'une table ?...

Qu'est-ce qui a uni ces hommes ?... Humainement, si je peux dire...

GB : Il y a une différence entre patriotisme et nationalisme. Nous étions tous des patriotes, mais le patriotisme c'est une foi, si je peux dire, légitime. On appartient à une communauté sociale, à une communauté nationale, on est loyal à son égard.

Même si elle ne nous traite pas nécessairement bien : on est loyal. On est Allemand, on est Français. Et c'est parce qu'on est loyal à sa patrie qu'on est beaucoup plus disponible pour engager sa patrie dans des actions qui vont dépasser le nationalisme. Parce que ce qui est dangereux dans le nationalisme, c'est que s'il est poussé trop loin, il arrive à rejeter l'autre et à finalement à considérer l'autre comme un ennemi. Et si vous considérez l'autre comme un ennemi, il vous considérera comme un ennemi. Il y a une espèce d'escalade dans l'inimitié qui fait que finalement les risques de conflit existent. C'est un des drames de l'Europe. Mais là, nous avons réussi à engager un certain nombre de pays, à l'origine il y en avait six, dans une logique de paix qui les a libérés de cette espèce d'escalade perpétuelle de l'inimitié. Et ceci n'est pas valable qu'en Europe ! C'est valable dans le monde entier, c'est valable en Asie, c'est valable en Afrique.

Et il y a deux choix : les politiques classiques de diplomatie traditionnelle où l'on essaie d'être plus malin l'un que l'autre, plus fort l'un que l'autre, de diviser les groupes qui se forment pour pouvoir régner, ça c'est la politique classique qui a été faite à travers l'Histoire.

Ce qu'il y a de nouveau, et ce que l'on est en train et ce que l'on a découvert à l'époque, c'est qu'on gagnait plus pour défendre son intérêt national, à chercher d'unir les gens qu'à les diviser.

Alors, paradoxalement, Monnet c'était un homme qui aimait le chaos. C'était un homme très précis, il savait ce qu'il voulait faire, il savait où il voulait aller.

Mais nous qui étions autour de lui comme collaborateurs, nous ne le savions pas ! nous savions la direction générale, évidemment : l'unité européenne, mais quand il fallait travailler sur une base quotidienne, nous n'étions pas sûrs de ce que nous étions censés faire, nous ne savions pas exactement quelle était notre position les uns et les autres, il n'y avait pas de hiérarchie : c'était le chaos !

À ce titre là, il me rappelle à ce qu'ont été les hommes qui ont participé aux mouvements révolutionnaires à leur début. C'est du chaos ! L'ordre vient après ! Et ce chaos a eu un effet psychologique considérable, c'est qu'on a tout de suite oublié que nous étions Italiens, Français, Allemands, de gauche, de droite, vieux, jeunes. Tout ça était oublié. Nous étions mélangés dans cette inquiétude chaos. Et Monnet avait un génie de faire de ce chaos, un chaos créateur. Donc l'équipe, sur le plan humain, s'est très vite soudée et en plus nous avons eu ce sentiment extraordinaire, nous étions très peu nombreux au début, que nous étions, peut-être, en train de changer l'Histoire. Et c'est un sentiment extraordinaire.

Je suis certain qu'au début du XXe siècle, les Chinois quand ils ont instauré la République, fait la révolution, je suis sûr que ces hommes, ils étaient une poignée au début, ont dû avoir un sentiment semblable, ou du moins, nous qui avons eu un sentiment semblable au leur. On était au début de quelque chose et on savait que ce que l'on faisait aurait des conséquences qui nous dépassaient largement.

Alors Monnet a su utiliser ça et très rapidement... Une chose extraordinaire, c'est que, en quelques semaines, fin 1952, début 1953, nous avons mis en place toutes les institutions européennes qui existent actuellement plus de cinquante ans après. Toutes ces institutions ont été créées en quelques semaines : le Parlement Européen, la Commission Européenne, le Conseil des Ministres, la Cour de Justice, le Conseil Economique et Social... Tout ça a été fait sur la base de Traités bien sûr, mais également avec une grande part d'improvisation.

Et ce qui est remarquable, c'est que tous les principes de fonctionnement qui datent de cette époque sont toujours valables aujourd'hui.

4 Pic : Justement ! On est passé de la CECA, - cela aurait pu rester une jolie aventure de la gestion du charbon et de l'acier - à la construction progressive d'une Union Européenne, qu'est-ce qui vous paraît en quelque sorte au cœur des principes de fonctionnement ?

GB : Il y avait un vieil idéal en Europe, qui a été illustré notamment par un homme comme Victor Hugo. Victor Hugo parlait des Etats Unis d'Europe. Il y a même aujourd'hui à Guernesey un chêne qui a été planté par Victor Hugo lorsqu'il était en exil à l'époque de Napoléon III.

Et il a planté ce chêne et maintenant ce chêne est dans sa splendeur ! Et il a dit à l'époque où il l'a planté : « Lorsque ce chêne sera dans toute sa splendeur, les Etats Unis d'Europe existeront. » Et nous en sommes beaucoup plus proches de cette époque que l'on ne le croit et que les récentes crises européennes risquent de le suggérer.

Alors, le début a été clair, nous avons fait notre travail dans le domaine du charbon et de l'acier, et très rapidement nous avons démontré qu'il était possible d'avoir une autorité européenne reconnue par tous comme légitime et comme capable de remplir les objectifs qui lui avaient été donnés. Et les premiers à s'en apercevoir, et c'est ça qui est intéressant, c'était les syndicats du charbon et de l'acier. Il y avait certains syndicats qui étaient, pour des raisons idéologiques, contre l'idée d'une communauté européenne. Mais ils ont vu que, sur le plan concret, nous étions capables de remplir nos objectifs, d'être très attentif au sort des ouvriers du charbon et de l'acier qui étaient à cette époque une énorme

masse de travailleurs et c'est eux qui ont convaincu les partis politiques qu'il fallait aller plus loin et qu'il était possible d'aller plus loin. Et d'ailleurs la preuve, c'est que lorsque Jean Monnet a créé, en 1955, son Comité d'Action pour les Etats Unis d'Europe, il a demandé à toutes les organisations syndicales, - l'organisation communiste ne s'est pas officiellement associée à cet effort, mais officieusement était très intéressée par ce qui se faisait -, donc le Comité d'Action pour les Etats Unis d'Europe de Jean Monnet était composé des organisations syndicales et des partis politiques.

Mais la masse des militants, notamment des militants syndicaux, représentait plusieurs millions de travailleurs, a été fortement derrière l'idée des Etats Unis d'Europe telle que Jean Monnet l'incarnait. Et ce Comité-là qui a joué un rôle considérable dans le succès des négociations de ce qui est devenu le Marché Commun, l'Euratom, etc.

5 Pic : On a insisté souvent sur cette notion de monopole de proposition de la Commission Européenne pour dire l'intérêt général. C'est probablement une des originalités de votre mode de fonctionnement dès le départ...

GB : Alors la grande originalité, et c'est une grande originalité dans l'histoire de l'humanité. Dans l'histoire officielle, pas dans l'histoire officieuse.

C'est que la Commission est une institution politique, qui a des responsabilités politiques, qui est responsable devant le Parlement Européen et c'est elle qui parle au nom de l'intérêt commun. Et c'est elle qui fait des propositions au nom de l'intérêt commun. Et ce sont les gouvernements dans leur souveraineté qui acceptent ou n'acceptent pas ce que l'intérêt commun suppose qu'ils acceptent. Alors ça c'est tout à fait nouveau, parce que, dans la conception classique du pouvoir, celui qui gouverne a tendance à dire : « Je sais ce qui est bon pour le pays. »

Et quand il a des relations avec d'autres pays, il a tendance à dire : « Ma souveraineté est toute aussi importante que celle du voisin. »

Tandis que là, il y a une autorité qui dit : « Vous avez des intérêts nationaux qui sont légitimes, mais au-dessus de vous il y a des défis qui dépassent les frontières nationales. » À l'époque de 1950 à 1952, la chose était peut-être moins évidente. Mais aujourd'hui quand vous voyez le réchauffement de la planète, quand vous voyez que l'espace est en train d'être occupé par toute une série de moyens de communication modernes, quand vous voyez les maladies... Ce sont des faits concrets qui dépassent les frontières, qui dépassent la capacité d'un gouvernement. Il a besoin de reconnaître et d'intégrer dans sa définition de la souveraineté nationale ce qui est de l'intérêt commun. Et un bon gouvernement ne peut bien gouverner que dans la mesure où il est conscient qu'il y a des intérêts communs.

Aujourd'hui nous vivons dans un monde plein. Nous sommes à côté les uns des autres, nous avons une influence des uns sur les autres. Nous sommes les uns sur les autres. Donc ce monde, et Valéry l'a d'ailleurs illustré, il l'a appelé le monde fini. Ce monde fini, disait-il à l'époque, commence. Maintenant ce monde fini, il a commencé, il y a longtemps. Le problème, le défi, c'est maintenant de le gérer. Et on ne peut plus le gérer comme à l'époque où les empires se formaient, une expansion dans le vide s'organisait, puis il y avait rétraction... Nous ne sommes plus dans cette époque.

Nous sommes obligés de gérer le voisinage. Nous sommes tous voisins, autrement dit nous sommes tous solidaires. Et la solidarité, elle doit se gérer et suppose qu'il y a des institutions pour le faire et que ces institutions ne seront respectées que dans la mesure où, les uns et les autres, nous les considérons comme légitimes.

6 Pic : On dit aujourd'hui l'Europe est en crise avec les référendums, mais après l'échec de la Communauté Européenne de Défense en 1953, c'était une crise qui pouvait paraître mortelle à tous ! Comment est-ce que vous avez réussi à rebondir, ceux qui croyaient à l'Europe à l'époque ?

C'est parce que nous sommes très nombreux, c'est mon cas, mais c'est le cas notamment de Jean Monnet qui a vécu longtemps en Chine, entre les deux guerres, c'est que nous avons une définition de

la crise qui est la définition chinoise. Ce n'est pas à cet auditoire que je vais expliquer que le mot crise est composé de deux idéogrammes. L'un qui veut dire : danger ; et l'autre : occasion pour le changement. Donc nous sommes en Europe en situation de crise et il y a danger mais c'est l'occasion d'un changement. Donc pour moi les deux éléments sont ensemble. Et les gens qui dirigent, et les peuples, ont tous du bon sens, ils savent très bien qu'il ne faut pas se laisser aller au risque du danger et qu'il faut se ressaisir et que c'est l'occasion du changement. Et je suis persuadé que la crise actuelle en Europe, va être l'occasion d'une refondation de l'élan européen.

7 PIC : En 1953, comment vous avez fait pour ne pas céder au découragement ?

GB : Alors pour ne pas céder au découragement, parce que Jean Monnet a réfléchi à la nature de la crise qui était beaucoup plus importante qu'aujourd'hui, parce qu'à l'époque, il n'y avait que le charbon et l'acier, mais toutes les politiques, les habitudes, les intérêts étaient purement nationaux. On se connaissait pas tellement entre Européens. On n'avait pas encore pris l'habitude de travailler ensemble. Tandis que maintenant, tout le monde travaille ensemble. Il n'y a plus de rideau de fer, il n'y a plus de frontières.

Les frontières, d'ailleurs, si vous regardez l'Euro, il y a un grand symbole, les frontières ne sont plus des barrières, ce sont des ponts. Tous les billets d'Euro représentent un pont.

GB : Donc entre nous il y a des ponts. Donc en 1954 lors de la crise de 1954 de la Communauté Européenne et de la Communauté politique, parce qu'il y avait une communauté politique également, nous avons réfléchi, Monnet a réfléchi, il a dit, vous continuez, vous restez dans les institutions européennes qui étaient créées à l'époque et qui continuent avec des compétences plus larges, et il a pris l'image d'une citadelle assiégée et a dit : « Je fais une sortie ! » Et c'est à ce moment-là qu'il a créé son Comité d'Action pour les Etats Unis d'Europe. Et l'on a évité de reprendre l'effort européen dans les domaines où nous avons perdu. C'est-à-dire que l'on évitait de relancer l'Europe sur le plan politique - puisque cela avait été rejeté par la France - et sur le plan militaire. On a donc évité ces domaines-là et l'on s'est concentré sur l'utilisation civile, pacifique de l'énergie nucléaire et sur la création d'un marché commun. C'est-à-dire que l'on a pris le détour de l'économie pour revenir au vieux but politique qui était, en fait, la création des Etats Unis d'Europe.

8 Pic : Qu'est-ce que vous avez à nous dire sur les perspectives...Sur la manière, aujourd'hui, de construire le monde ?

GB : Monnet a dit dans la dernière phrase de ses mémoires que les méthodes utilisées pour créer la Communauté Européenne, étaient peut-être le précurseur des méthodes qui pourraient être utilisées à l'échelle mondiale.

Parce que l'originalité de ce qu'on appelle la méthode communautaire c'est qu'elle établit un équilibre entre la gestion des intérêts communs et l'exercice de la souveraineté nationale. Toutes nos institutions fonctionnent sur la base de deux légitimités. Légitimité européenne qui s'établit petit à petit et qui est contrôlée et la légitimité des souverainetés nationales. Le problème qui se pose aujourd'hui à l'échelle du monde, c'est d'avoir une institution qui dégage des intérêts communs, qu'elle soit reconnue par tous comme légitime, que ces intérêts communs soient expliqués aux différentes souverainetés nationales... Qui n'ont pas du tout à être négligées ou à s'incliner, pas du tout ! Mais pour leur permettre de comprendre ce qui est dans l'intérêt commun dans l'intérêt national. Alors, c'est cet équilibre-là que l'on pourrait, à mon avis, essayer d'organiser à l'échelle du monde... Et la véritable réforme de l'ONU sera, à mon avis, de donner au Secrétaire Général de l'ONU, le pouvoir de proposition, un pouvoir de proposition semblable à celui qu'a la Commission.

C'est-à-dire qu'il soit, qu'il ait une responsabilité politique, une légitimité politique pour expliquer ce qui est l'intérêt commun et le proposer aux souverainetés nationales qui décident ou non de reconnaître qu'il y a un intérêt commun et d'agir sur cette base. Il y a un aspect encore intéressant, c'est que nous savons tous qu'il est très difficile de travailler entre ennemis ou anciens ennemis. Cela a été très difficile de travailler avec les Allemands. Pourquoi nous y sommes arrivés ? Je l'ai expliqué et c'est parce que

nous nous sommes attelés à une tâche commune. C'est à travers à l'entente franco-allemande – qui n'était pas exclusive – mais à travers cette entente, contribuait le mieux possible à l'établissement de l'unité européenne.

Sur le plan mondial, - peut-être une idée un peu trop audacieuse –, – mais il y a entre le Japon et la Chine, il y a des siècles d'oppositions, des siècles de drames et je comprends parfaitement bien les réactions chinoises à l'égard du Japon. C'est dans la mémoire historique, des deux peuples, mais certainement du peuple chinois qui a été très maltraité par les armées japonaises. Mais on ne peut pas rester toujours en situation d'ennemis. On n'oublie pas le passé, mais on peut faire quelque chose ensemble pour l'avenir. Et ce qui serait, à mon avis, une innovation considérable qui aurait des répercussions dans le monde entier, si la Chine et le Japon pouvaient décider en commun, sans oublier le passé, pouvaient décider en commun de faire des propositions pour une véritable réforme des Nations Unies.

Cela aurait un poids considérable, parce que la Chine est en train de devenir une puissance de premier plan, parce que le Japon est une puissance de premier plan. Ils ont des caractéristiques totalement différentes, mais il y a cette opposition qui existe et qui a été réveillée récemment de façon diplomatique, des manifestations dans les rues, il y a donc une grande difficulté : ça a réveillé des siècles de méfiance. S'il y avait cette proposition commune, à ce moment-là, l'Europe, l'Amérique, les Russes, les Indiens, l'accueilleraient incontestablement. Pourquoi ? Parce qu'ils verraient deux puissances considérables, de très vieilles civilisations, qui prennent une initiative pour faire face aux défis de l'avenir. Et quand nous regardons, d'Europe, l'intérêt national de la Chine et du Japon, c'est qu'ils s'entendent profondément. Et leur intérêt également c'est qu'il y ait un système mondial qui fonctionne. L'ambassadeur Wu Jianmin, que je veux saluer, c'est lui qui m'avait convaincu de venir ici. Malheureusement pour des raisons de santé, je ne peux pas le faire. L'ambassadeur a dit une phrase au cours d'un colloque auquel nous participions l'un et l'autre, en octobre 2001, il a dit : « Une coopération internationale renforcée s'impose ». Et il expliquait qu'elle s'imposait à tout le monde et en particulier à la Chine.

Cette coopération, elle s'impose au Japon. Et comme il se trouve, comme le tandem franco-allemand, la France est membre permanent du Conseil de Sécurité avec droit de veto. L'Allemagne n'est pas membre du Conseil de Sécurité.

La France était dans le camp de vainqueurs, l'Allemagne dans le camp des vaincus. La Chine a siège permanent au Conseil de Sécurité et droit de veto, elle était dans le camp des vainqueurs. Le Japon n'est pas au Conseil de Sécurité, il était dans le camp des vaincus. Il y a un parallélisme extraordinaire entre les deux situations. Et c'est parce que la France et l'Allemagne ont été capables de se mobiliser pour une cause commune qui était la cause européenne, j'ai la faiblesse de penser que si la Chine et le Japon, pouvaient se mobiliser au service d'une cause mondiale qui est de leur intérêt commun, il y aurait, je crois, de leur part, à la fois les éléments d'une véritable réconciliation, pas sur le passé mais sur l'avenir et nous changerions les conditions dans lesquelles le monde évoluera. Alors il me revient à l'esprit une phrase de Monnet et il disait : « J'ai mis longtemps à comprendre qu'en Chine il ne faut pas demander la réponse, mais la deviner. »

En me permettant de faire les suggestions que je viens de faire, je ne demande pas une réponse, mais j'espère pouvoir le deviner. Bonne chance pour vos travaux, ils sont très importants.

Pic : Mer ci Georges Bert boin d' avoi r co nt ribué à ce fo rum.



Auteur: Georges Berthoin



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>